

pas accuser le gouvernement de n'avoir rien fait dans le domaine du logement quand ce n'est pas vrai.

Une voix: Monsieur l'Orateur—

L'hon. M. Mackasey: Si le député veut dire quelque chose, qu'il attende son tour et qu'il se lève.

Le Conseil économique a déclaré qu'en 1970 nous aurions 200,000 logements au pays. Le Conseil n'a pas vu assez loin, car nous atteindrons ce chiffre cette année. Nous avons atteint 190,000 l'an dernier, deux ans avant la date fixée. Si le problème est tellement aigu à Hamilton, à Oakville, à Burlington et dans le Golden Triangle, c'est que cette région est une partie hautement industrialisée du pays; inévitablement, des problèmes de logement surgissent dans le secteur industrialisé de tout pays.

Cela s'applique à la Suède comme à l'Angleterre, cette grande utopie travailliste. Monsieur l'Orateur, avec toutes les discriminations qui existent là-bas dans le domaine du travail, Dieu sait quelle sorte de gouvernement ils auront...

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Il y a longtemps qu'ils n'ont pas eu de gouvernement libéral là-bas.

M. Mackasey: Ce n'est pas aussi compliqué là-bas qu'au Canada où il y a dix juridictions. La solution préconisée par les députés du NPD est simple et très pragmatique; je penche moi-même vers le pragmatisme. Elle consiste à ignorer la constitution. En avant, disent-ils, entrons dans les municipalités, construisons des logements sociaux à coût modique; au diable la constitution et les municipalités. L'homme de la rue veut que l'on agisse. C'est vrai. Mais réfléchissons un peu. L'homme de la rue qui a élu le député d'Hamilton-Ouest (M. Alexander) est le même que celui qui a élu les partis provinciaux au pouvoir. C'est lui qui a élu les conseillers, les échevins, les présidents de conseils municipaux, etc.

M. l'Orateur suppléant (M. Bécharde): A l'ordre. Le temps de parole du député est écoulé.

Des voix: Continuez.

L'hon. M. Mackasey: C'est tout. Je remercie les députés de leur courtoisie.

L'hon. M. Stanfield: Si nous avons protesté hier au sujet du temps c'est uniquement parce qu'un ordre précis avait été adopté pour permettre à un aussi grand nombre de députés que possible de participer au débat.

[L'hon. M. Mackasey.]

C'est aujourd'hui vendredi et nous avons toute la fin de semaine devant nous.

Des voix: Bravo.

L'hon. M. Mackasey: Je partageais l'opinion de l'honorable représentant hier. La durée des discours avait été déterminée et il avait raison d'insister là-dessus. Je lui sais gré de son obligeance à mon égard. J'espère qu'il pourra se rendre chez lui par avion une de ces fins de semaine. Il me semble que les salariés comprennent enfin qu'ils n'ont pas obligatoirement à soutenir les socialistes pour voir leurs intérêts reconnus à la Chambre des communes.

Les gens qui élisent le gouvernement fédéral, comme je le disais, élisent aussi les gouvernements provinciaux et les candidats aux charges municipales. Afin d'être en mesure de modifier notre constitution pour donner aux autorités voulues la compétence en matière de logement et ainsi de suite, qui peut-être devrait être attribuée aux autorités fédérales, il est nécessaire d'entrer en consultation avec des gens qui, d'emblée, acceptent de le faire. Il en va de même de la répartition des pouvoirs en matière d'éducation entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. Les solutions viendront quand les gens des provinces comprendront qu'ils ne frappent peut-être pas à la bonne porte. On devrait trouver dans chaque province des députés qui se spécialisent dans les conférences constitutionnelles et qui sont disposés à réviser la constitution et à attribuer au fédéral les domaines dont il doit être responsable et aux provinces ceux qui doivent demeurer sous leur juridiction. Cela ne peut pas se faire unilatéralement et toute personne de bon sens le sait.

M. Lewis: Personne n'a dit le contraire.

L'hon. M. Mackasey: Vous l'avez laissé entendre. Vous avez insinué toutes sortes de choses. Voulez-vous que je relève toutes vos insinuations des trois dernières années? Je vais commencer par M. Cliche.

M. Lewis: Vous ne m'intimidez pas.

L'hon. M. Mackasey: Je n'essaie pas de le faire. Je pourrais parler de LaPierre, de Cliche, de Taylor, de Gifford et de plusieurs autres. Je pourrais évoquer le docteur Lagure. Il a failli gagner une élection, m'a-t-il dit un soir, pour avoir réussi à s'approprier tous les votes séparatistes dans Mont-Royal.

M. Lewis: Le ministre me permet-il de poser une question? Je sais que l'honorable représentant est juste et honorable, je sais qu'il est prudent...